



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 68 - Octobre 2020

Les périodes charnières

Voilà des années que nous suivons l'évolution de la société roumaine et que nous y participons quelque peu aussi par notre engagement auprès des communautés – essentiellement rurales – avec lesquelles nous sommes plus directement en relation. Pour ceux d'entre nous qui retournons régulièrement sur place, nous avons pu constater que des changements profonds se sont opérés tant dans le domaine social qu'au point de vue économique.

Il est indéniable qu'il y a eu une amélioration sensible des conditions générales de vie de la population, si l'on excepte des îlots de pauvreté qui subsistent dans certaines régions et une minorité qui s'est enrichie de façon éhontée et souvent répréhensible. Ce sont des éléments visibles dans la vie de tous les jours. Mais peut-on en dire autant dans le domaine social, au niveau du *ressenti* des gens et de leur intégration dans la société actuelle ?

Faut-il d'ailleurs laisser ce mot de « société » au singulier ? Car la société roumaine n'est plus la même que celle de la génération précédente. Elle devient de plus en plus multiculturelle, au point

de voir apparaître des différenciations toujours plus marquées. Avant, elle était beaucoup plus sociale et collective; maintenant, elle devient de plus en plus individuelle, ce qui ne veut pas nécessairement dire égocentrique et limitée, encore moins égoïste et aveugle. Il suffit de voir l'engagement de la société civile contre des formes de gouvernance qu'elle n'accepte plus, ou contre des visions de la société historico-nationale que certains continuent à essayer de lui imposer.

Il est moins fréquent de trouver des analyses de fond de cette mutation, non plus sociale mais sociétale. Et encore plus rare de trouver des spécialistes de cette approche qui acceptent de parler vrai et d'oser remettre en question les analyses antérieures, voire même *leurs* propres analyses. Raison pour laquelle nous avons choisi de donner un coup de projecteur sur la vie et l'œuvre d'un des plus grands spécialistes roumains dans ce domaine, Vintilă Mihăilescu, décédé au printemps dernier.

Ce grand « maître » de l'approche culturelle et patrimoniale de son pays a beaucoup à nous apprendre, lui qui a vécu une partie de sa vie sous l'ancien régime et l'autre après les bouleversements de 1989 : chute du mur de Berlin et de Nicolae Ceaușescu. Ce sont des « périodes charnières » qu'on ne peut éluder, dit-il tout au long des travaux de recherche de la seconde partie de sa vie ; il faut accepter le(s) changement(s), mais il faut réagir de façon cohérente ; il faut aussi savoir accepter de se remettre en question.

Quelle leçon aussi pour nous, à un autre niveau, qui avons été partie prenante de ce(s) changement(s) à la charnière de 1989 ! Nous devons aussi nous adapter aux situations nouvelles et accepter de réagir de façon différente. Nous devons tenir compte du regard neuf porté sur les choses par la nouvelle génération roumaine, de l'analyse de son propre passé culturel et patrimonial, de son engagement à perpétuer sa tradition culturelle.

Certains spécialistes de la Roumanie pensent qu'il y aura un avant et un après Mihăilescu, tout comme il y a un avant et un après 1989. Avec le changement de génération – et l'absence de relève chez nous –, accepter(i)ons-nous qu'il y ait une mutation similaire dans l'action d'OVR dans le pays ? Car c'est à nos partenaires de prendre la relève sur place, en fonction de leurs critères. Et ils sont parfaitement capables de le faire seuls !

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

Les périodes charnières

- Assemblée générale d'OVR-CH

Reportée pour des raisons sanitaires

- Les archives de nos associations

Il faut aussi y songer...

- Visite à l'atelier d'orgues à Hărman/Honiberg

Exemple de coopération roumano-suisse

- Nouvelles de l'Association Nendaz-Gherla

2020, une année perturbée

- Commission « Santé »

Situation actuelle et réflexions sur les activités

- Vintilă Mihăilescu

L'évolution de l'analyse du patrimoine culturel roumain

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Christiane BÉGUIN, Gianni GHIRINGHELLI, Arthur MATTLI, Pascal PRAZ, Hubert ROSSEL

Photos : Christiane BÉGUIN, Arthur MATTLI, Hubert ROSSEL,
<http://www.radioromania.ro/files/CY1923/nou%203/VM-mare.jpg>

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Assemblée générale d'OVR-CH

Les archives de nos associations

Monsieur Gianni GHIRINGHELLI est archiviste à Blonay-Saint-Légier. Nous lui avons demandé d'écrire un petit article, pour intéresser les membres de nos associations à jeter un coup d'œil sur leurs archives, pour leur permettre de comprendre l'importance de l'enjeu et les inciter à répondre aux différentes questions posées. Cette problématique sera abordée lors de notre Assemblée générale, qui aura lieu l'année prochaine (voir l'en-cadré ci-dessous).

La Rédaction

Chaque association est confrontée avec les documents collectés et stockés chez les membres de son comité ou ses membres. Souvent, au renouvellement au sein des bénévoles, les classeurs changent de main et les manières de classer, répertorier et organiser prennent d'autres formes. Par la suite, au cours des ans, se pose la question de la place, où entreposer les "trop" nombreux classeurs que le ou la présidente ou le ou la secrétaire ne peuvent ou ne veulent plus garder chez eux. Donc quelle solution trouver ?

Idéalement il faudrait que tous les documents rejoignent les archives du *for* judiciaire de l'association. Ainsi l'histoire de l'association pourra être pérennisée et les traces disponibles pour les générations à venir.

Pour faciliter un pré-tri avant le dépôt à des archives, il serait souhaitable que les documents puissent être triés par ordre chronologique. Tous les procès-verbaux et les comptes sont le cœur de la vie d'une association. Ce travail de mise à jour permet de comprendre l'évolution et les soucis portés par les membres au cours des années.

Ensuite, tous les documents concernant des manifestations particulières mettent en lumière l'énergie déployée pour créer, organiser et vivre des événements particuliers. Cela reflète les tendances des types de rassemblement mis en place pour soutenir l'association. Les modes changent et les publics à solliciter aiment des événements nouveaux. Dans cette catégorie, les affichettes, *flyers* ou gadgets préparés pour l'occasion ont une valeur intéressante du point de vue sociologique et historique.

La dernière catégorie à prendre en compte est la correspondance. Il faut l'admettre, c'est la plus difficile à organiser pour faciliter de futures consultations. Mais des catégories apparaissent forcément : les courriers avec les autorités, avec les membres de l'association et avec les partenaires, fédération cantonale voire fédérale. Si le courrier papier est plus facile à rassembler, la clé USB ou les courriels vont demander plus de patience !

Pour le groupement que vous représentez, des contacts avec les autorités roumaines pourraient apporter un plus.

Donc pensez à vos archives et prenez contact avec l'archiviste communal qui saura vous conseiller pour le dépôt de vos documents dans des locaux préparés à cet effet.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, ajouter des conditions pour le dépôt de vos "classeurs" en demandant, par exemple, que la consultation soit limitée aux membres de votre association.

Mais déjà simplement le fait de se poser les questions « où sont nos archives ? » et « qu'en faire ? » est le premier pas indispensable. Alors bon début... et les solutions se présenteront.

Quelques questions pour commencer ? Elles sont incontournables :

- Où se trouvent les archives de votre association ?
- Quel volume représentent les archives de votre association ? 3 classeurs ou 5 cartons à bananes ?
- Est-ce que vous avez déjà pris contact avec des archives communales ou cantonales ?
- Y a-t-il quelqu'un qui pourrait rassembler l'ensemble de vos archives ?

Gianni GHIRINGHELLI
Archiviste à Blonay-Saint-Légier

La prochaine assemblée générale d'OVR-CH, reportée pour des raisons sanitaires, aura lieu à Plan-les-Ouates, le 29 mai 2021

Bloquez déjà cette date! Des informations complémentaires vous parviendront en temps utile

Visite à l'atelier d'orgues à Hărman/Honigberg

Exemple de coopération roumano-suisse

Nous avons eu le plaisir de recevoir un « petit mot » de notre ambassadeur de Suisse à Bucarest, M. Arthur Mattli, petit mot bien sympathique et très instructif au demeurant. Parti en famille pour visiter un site qui lui tenait à cœur, il voulait comprendre l'histoire, le développement et les défis d'une institution suisse qui contribue au paysage musical de la Roumanie. Surpris par un élément inattendu sur place, il a voulu partager avec nous les impressions de sa visite et nous faire part de cette découverte. Qu'il soit remercié pour ce message.

La Rédaction

Le 5 août 2020, je suis parti en vacances avec ma famille à Braşov. Cette fois, je voulais visiter l'atelier de construction d'orgues « SC Construcții de Orgi și Tâmplărie » à Hărman/Honigberg (BV). Après tout, cet atelier de formation est non seulement unique en Roumanie, mais il est aussi l'expression d'une coopération roumano-suisse réussie. Au cours de notre visite de l'atelier, la fabricante suisse d'orgues, Mme Barbara Dutli, nous a fait découvrir l'histoire fascinante de cet atelier à 20 minutes de Braşov.

Ferdinand Stemmer, le fabricant d'orgues passionné de Zumikon, s'est rendu pour la première fois en Roumanie en 1995. Avec Barbara Dutli et Jörg Leutert, a débuté le premier chapitre de cette impressionnante histoire de remise en état des orgues en Transylvanie. Ensemble, ils ont non seulement réparé le petit orgue Hesse du chœur de la célèbre Eglise noire de Braşov, en 1997, mais ils ont également créé une Fondation en Suisse pour les orgues de Roumanie. Avec plus de 1200 organes (instruments), la Roumanie a la plus forte densité d'orgues historiques. La Confédération suisse, les communautés politiques et ecclésiastiques, ainsi que des personnes privées, ont fait des dons pour l'expansion de la Fondation mentionnée. Avec Ernst Leonhardt, les fabricants d'orgues ont décidé de créer une Fondation subsidiaire en Roumanie. En 2003, ils ont complété l'atelier par une école professionnelle interne pour la formation duale. Il s'agit de la première entreprise à avoir suivi une formation duale, après 1989, en Roumanie, en partenariat avec la Faculté de l'industrie du bois de l'Université de Braşov. La Fondation a progressivement remis l'atelier d'apprentissage aux meilleurs apprentis, Daniel Popovici et Árpád Magyar, qui ont poursuivi l'atelier et la formation par leurs propres moyens.

C'est par pure coïncidence que, le jour de ma visite de l'atelier de formation, Mme Dutli a attiré mon attention sur un orgue en rénovation : l'orgue du monastère franciscain de Gherla. Immédiatement, les merveilleux souvenirs de l'année dernière

me sont revenus en mémoire, lors de la dernière visite des membres de l'Association d'amitié Nendaz-Gherla et environs, à Gherla. Je n'oublierai jamais la danse folklorique valaisanne, avec sa musique de cor des Alpes magnifique sur la place du village et devant l'hôpital de Gherla, mais aussi sur la grande place de l'Union à Cluj-Napoca. De retour à Bucarest, j'ai appelé Pascal Praz et l'ai informé de cette rencontre fortuite à Hărman. A une époque où la pandémie Covid-19 rend difficile tout contact direct, de telles histoires sont beaucoup plus significatives. Nendaz devait le savoir : l'orgue de sa ville jumelle Gherla est en cours de rénovation à Hărman/Honigberg dans un atelier, qui est aussi l'expression d'une amitié entre la Suisse et la Roumanie. Cet automne, l'orgue de Gherla résonnera à nouveau. Vive l'amitié entre la Suisse et la Roumanie !

Arthur MATTLI

Ambassadeur de Suisse en Roumanie



Arthur Mattli

Barbara Dutli, Cristian Macedonschi, conseiller de la ville de Braşov, Mme Florene Tinguely Mattli, Theodor Mattli

*

* *

Nouvelles de l'Association Nendaz-Gherla

2020, une année perturbée

Comme pour toutes les associations OVR, les événements du mois de mars ont perturbé nos projets 2020 et nos voyages en Roumanie ont été annulés. Nous tenons toutefois à revenir sur 2 événements de cet été pour notre Association : le sympathique message reçu de l'Ambassadeur Mattli (ambassadeur de Suisse à Bucarest) à l'occasion de sa visite d'un projet soutenu par la Contribution suisse dans la région de Braşov [cf. l'article page précédente] et le projet en faveur d'une église catholique en Roumanie.

Soutien à une église catholique

Par décision des autorités, et surtout des géologues, la petite chapelle de Baar/Nendaz (VS), construite au début des années 70, ne peut plus accueillir de cérémonies... En effet, la qualité du sous-sol, qui se dégrade et continue de bouger, laisse craindre un risque important d'effondrement.

Quant à la question de savoir ce qu'il fallait faire de cette chapelle, notre Association s'est proposé de chercher une église catholique en construction en Roumanie qui serait intéressée par la totalité de l'intérieur de cette chapelle.

Par l'intermédiaire du président d'OVR-Roumanie, Francisc Giurgiu, un projet en faveur de la nouvelle église de Sănduleni (en cours de construction) dans le judeţ de Bacău, a été proposé à la paroisse de Nendaz. Cette région n'est pas inconnue puisque c'est la région de Francisc et qu'un centre régional SVSU y avait été inauguré dans le cadre du projet « pompiers » d'OVR-Suisse.

Durant l'été, la majeure partie de l'intérieur de la chapelle a été démonté et emballé et c'est symboliquement que le curé de Nendaz a remis la cloche en faveur de la communauté roumaine.

La remise de la cloche s'est faite en présence de Francisc Giurgiu (OVR-Roumanie), Pascal Praz et Philippe Bornet (comité Nendaz-Gherla), et Félicien Roux (curé de Nendaz).

Les restrictions actuelles de voyage ont mis en suspens la finalisation du projet. Dès que possible, un transport sera organisé, en partenariat avec l'organisation Caritas à Iaşi.

Nous espérons que, pour la consécration de la nouvelle église Saint-Jean-Paul II de Sănduleni (en 2021, nous l'espérons), une petite délégation du village de Baar et de la paroisse de Nendaz pourra faire le déplacement.

Pour Francisc Giurgiu, cette action, c'est comme un transplant qui permet de revivre à travers quelqu'un d'autre.

Alors le « cœur » du village de Baar et de la communauté nendette continuera de battre quelque part en Roumanie dans la communauté de Sănduleni.

Pascal PRAZ



Pascal Praz

Remise de la cloche. De gauche à droite : Francisc Giurgiu, Philippe Bornet et Félicien Roux

Prix « Pierre Lebacq »

La remise, pour la première fois, du Prix Pierre Lebacq à l'école professionnelle de Gherla à la fin de l'année scolaire a été reportée en 2021. Cependant, un contact régulier a été entretenu avec nos amis de Gherla, afin de s'enquérir de la situation ou plutôt de la partager.

Commission « Santé »

Situation actuelle et réflexions sur les activités

Malgré la situation sanitaire particulière de ces derniers mois, la commission « Santé » continue ses activités. Du matériel à récupérer, il y en a à profusion. Souvent, les lits motorisés proposés par les établissements médico-sociaux (EMS) et les structures hospitalières vaudoises et valaisanes ont un aspect qui laisse à penser qu'ils sont neufs, et ils ont été très bien entretenus.

Regrets...

Le nouvel Hôpital Riviera-Chablais, desservant la Riviera, le Chablais vaudois et valaisan, fonctionne depuis septembre 2019. Auparavant, les services hospitaliers de ces régions étaient disséminés dans des hôpitaux de zone à Aigle, Monthey, Montreux, Vevey, etc. Autant de structures de soins qui ont dû déménager au nouvel hôpital régional de Rennaz, l'automne dernier. Au printemps 2018, consciente que ces déménagements hospitaliers occasionneraient probablement plusieurs opportunités de récupérer du matériel pour les hôpitaux roumains, la commission « Santé » d'OVR-CH a préparé et envoyé un dossier documenté sur ses activités au responsable concerné de l'Hôpital Riviera-Chablais. Il nous a été répondu rapidement que notre dossier avait été transmis et que nous serions contactés le moment du transfert venu.

Le 25 novembre 2019, nous avons effectivement reçu une lettre accompagnée d'une liste précise des objets à donner, à compléter et à retourner pour le 13 décembre 2019. Ce qui a été fait le jour même.



Christiane Béguin

Lits récupérés à l'EMS Les Berges du Léman



Christiane Béguin

Un des lits récupérés à l'EMS Les Berges du Léman

Madame, Monsieur,

Il y a quelques temps, vous nous aviez sollicités pour obtenir du matériel non utilisé sur notre site de Rennaz.

Notre déménagement étant terminé, nous revenons vers vous. Nous vous proposons de nous transmettre vos besoins, au moyen du formulaire joint, dans les meilleurs délais mais au plus tard d'ici au **vendredi 13 décembre 2019**.

Dans le cadre de cette proposition, nous tenons néanmoins à vous préciser les aspects suivants :

- Les dates de récupération seront annoncées. Elles seront fixes, non négociables et différentes selon les sites sur lesquels le matériel sera mis à disposition.
- Il vous appartiendra de venir chercher le matériel demandé sur le site défini. Vous devrez prévoir vos propres moyens de transport ainsi que la main d'œuvre nécessaire pour la manutention.
- Notre mobilier et nos équipements seront répartis dans la mesure des disponibilités et en priorisant les premières demandes. Nous ne garantissons pas de pouvoir satisfaire toutes vos demandes !
- Le matériel ne sera pas vendu mais, en fonction de vos possibilités, des dons en faveur de l'association l'Enfant et l'Hôpital groupe Riviera-Chablais (www.sparadrap.ch) seront les bienvenus.

Le soussigné se tient à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information et de préférence par mail.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Robert P. Meier
Directeur adjoint

Département de l'Organisation, des Systèmes d'information et de la Logistique

HÔPITAL RIVIERA-CHABLAIS
VAUD-VALAIS

**FORMULAIRE A RETOURNER D'ICI au 13.12.2019 à
demenagement@hopitalrivierachablais.ch**

Type de matériel	Quantité	Remarques éventuelles	Site et date de récupération (rempli par HRC)
Lits d'hôpital			
Tables de chevet			
Fauteuils patients			
Armoires de rangement			
Meubles de rangement bas			
Bureaux			
Caissons de bureau			
Chaises de bureau			
Chaises standard			
Tabourets			
Tables			
Chariots infirmiers			
Tables d'examen			
Casiers vestiaires			
Frigos			
Poubelles			
*			
*			
*			
*			
*			

* Autre type de matériel souhaité

Le 21 janvier 2020, voici le courrier que nous avons reçu par la suite (repris à la page ci-contre).

Ce courrier nous a profondément interrogés : pourquoi nous envoyer une liste à remplir, alors que tout allait être donné à deux associations pour l'Afrique ? Ce qui est bien en soi aussi, du moment que le matériel encore utilisable n'est pas jeté. Quelques jours plus tard, un article dans *Le Régional* (journal local de la région Lavaux et Chablais vaudois) a parlé de ces associations (dirigées par des médecins) et qui avaient des moyens financiers solides (coût : CHF 600 000.-) pour gérer le stockage en Suisse et le transport en Afrique du matériel donné. Nous ne faisons pas le poids vraisemblablement. Et on peut le comprendre. Cependant, il est regrettable de tenir en haleine autant de petites associations jusqu'au bout, alors que les dés étaient probablement déjà jetés au moment où nous avons dû remplir la demande de matériel à donner... Quelqu'un a-t-il pensé à toute l'organisation sous-jacente que nécessite la récupération, le stockage et la distribution de matériel récupéré ?

Nous avons une liste précise des manques en dotation de matériel sanitaire et médical de l'Hôpital d'Urgence de Miercurea Ciuc/Csíkșzereda (département de Harghita, 749 lits) en Transylvanie. Nous étions prêts à faire venir des camions de Roumanie et des équipes techniques de cet hôpital. Et le financement des transports était assumé par l'hôpital même de Miercurea Ciuc. Tout cela prend du temps, demande de l'énergie, des déplacements sur le terrain, des négociations, etc. Il est évident que nous savions que cela pouvait ne déboucher sur aucune donation de matériel. Cependant, on n'y pensait pas trop, quand on imaginait la quantité de matériel qui ne serait pas transférée au nouvel Hôpital Riviera-Chablais. Mais il est vrai aussi que nos ressources financières sont infimes face à des ONG d'une telle envergure.

Domage...



Christiane Béguin

Déchargement du camion à Miercurea Ciuc/Csíkșzereda, județ de Harghita

Chère Madame,

Nous avons bien reçu votre demande de récupération de matériel et nous vous remercions de votre intérêt.

Ces dernières semaines nous avons analysé précisément chaque demande en fonction du matériel non repris sur notre site de Rennaz ou dans nos futurs CTR (+ de 50 associations/entreprises/hôpitaux/écoles se sont manifestés).

Nous précisons que nous n'avons aucun équipement biomédical à donner puisqu'ils ont été rachetés par une société spécialisée dans ce genre de reprise.

Par ailleurs, nous avons donné la priorité aux associations à but caritatif ou humanitaire.

Pour des questions de volumes et de logistique (récupération/stockage de matériel), mais aussi en fonction des délais très courts de libération des anciens sites en vue de leurs réaffectations / transformations, nous avons privilégié seulement deux associations à but caritatif et humanitaire qui ont repris l'ensemble du matériel rapidement.

En regrettant de ne pas pouvoir vous répondre positivement et en souhaitant un plein succès pour votre action, nous vous adressons, chère Madame, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Pour l'équipe déménagement,

Emmanuelle Fonferrier
Cheffe de projet

HÔPITAL RIVIERA-CHABLAIS
VAUD-VALAIS



Christiane Béguin

Déchargement du matériel apporté à l'Hôpital d'Urgence de Miercurea Ciuc/Csíkszereda

Compensations...

D'un autre côté, nous avons été sollicités plusieurs fois par des EMS vaudois et valaisans pour récupérer des lits à moteur en parfait état de fonctionnement et très recherchés par les hôpitaux roumains. Et nous avons même reçu un chaleureux certificat de la part de l'Hôpital d'Urgence de Miercurea Ciuc/Csíkszereda. Si vous vous demandez ce que signifie ASOCIAȚIA NAȚIONALĂ A COMITETELOR ȘI SATELOR ROMÂNEȘTI, c'est la vraie dénomination d'OVR-RO !...

Grâce au matériel récolté et régulièrement amené en Roumanie, depuis quatre années, l'Association St-Légier-Morăreni a réussi à organiser un petit dépôt de matériel, rendant service aux proches aidants, à domicile, une personne malade ou accidentée : 5 lits à moteur avec matelas et potence, des chaises roulantes, des cannes, des rehausseurs de WC, des chaises percées, toutes sortes de déambulateurs, etc. Ce stock est géré par une mère de 4 enfants à Morăreni. Il est demandé à la famille bénéficiaire une petite garantie financière lors du prêt. Celle-ci étant remboursée lors de la restitution du matériel emprunté. Si le matériel est cassé ou abîmé, il est remplacé gratuitement. Les familles qui ont bénéficié de cette aide en sont très reconnaissantes.



Christiane Béguin

Le « Certificat d'appréciation » remis à OVR-Roumanie

PETIT RÉPERTOIRE DES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION SANTÉ OVR-CH

Période d'activité : janvier 2019 à août 2020

Dates	Heures de bénévolat	Nombre de bénévoles	Activités
12 janvier 2019	6 h	6	Amené 3 lits + rangement du dépôt à Monthey
28 janvier 2019	3 h	2	Récupéré 1 lit + 1 fauteuil + 1 rollator + 1 table de nuit à l'EMS <i>La Maison du Pèlerin</i> et amené au dépôt
31 janvier 2019	16 h	4	Récupéré 11 lits au Home <i>Le Glarier</i> à Sion avec le camion de Jean-Pierre Fournier et amené au dépôt
1 ^{er} février 2019	12 h	4	Récupéré 11 lits au Home <i>Le Glarier</i> à Sion avec le camion de Jean-Pierre Fournier (JPF)
2 février 2019	40 h	10	Chargé un camion RO de 95 m3 pour Caritas Iași RO
4 février 2019	2 h	1	Déplacement et documents douane à Martigny
11 février 2019	18 h	4	Récupéré 11 lits + 13 tables de nuit + chaise + bureau + fauteuil + rollators, etc. au Home <i>La Providence</i> à Bagnes avec JPF et son camion + amené au dépôt
30 août 2019	10 h	2	Récupéré 12 matelas + divers au Home <i>Le Glarier</i> à Sion avec la remorque, 2 x ⇔ au dépôt
6 décembre 2019	10 h	2	Récupéré 11 matelas + 1 chaise à moteur + 5 tables de nuits + fauteuils + divers au Home <i>Le Glarier</i> à Sion avec la remorque, 2 x ⇔ au dépôt
Du 2 février au 5 mars 2020 (13 x)	277 h	3 à 5	Démontage de 65 lits, mains courantes, poignées et sièges de douches, rideaux de séparation, etc. à l'EMS <i>Les Berges du Léman</i> à Vevey (Fondation Claire Magnin), avons pu stocker le matériel sur place
7 mars 2020	50 h	12	Chargé un camion RO de 95 m3 à Vevey EMS <i>Les Berges du Léman</i> pour Hôpital de Miercurea Ciuc/Csíkșzereda RO
9 mars 2020	2 h	1	Déplacement et documents douane à Martigny
25 juin 2020	35 h	7	Récupéré 22 lits + matelas EMS <i>Château des Novalles</i> à Blonay avec JPF et son camion + amené au dépôt
30 juin 2020	3 h	1	Récupéré matériel au Home <i>Salem</i> St-Légier, stocké dans la remorque (50 distributeurs de papier mains)
30 juillet 2020	5 h	2	Récupéré 6 chaises roulantes + 1 stérilisateur + 1 négatoscope + 2 lits d'exams + 1 lampe + chaises de bureau + cannes, etc. aux <i>Berges du Léman</i> Vevey
25 août 2020	489 h	Réalisés par 62 bénévoles	Remarque : cela représente 62 journées de 8 heures de bénévolat . Sans compter, le travail de Secrétariat et de Webmaster réalisé par Véra Rossel ; ni celui, en RO, de Francisc Giurgiu, qui transmet les listes de matériel à disposition aux hôpitaux demandeurs et les soutient dans leurs démarches administratives et douanières bien complexes ; ni, après, les visites sur le terrain aux hôpitaux bénéficiaires.

Il est maintenant question d'organiser le même système à Gheorgheni/Gyergyószentmiklós (Harghita). C'est une demande de Monsieur Csata Levente, patron de la firme de transport du même nom, avec laquelle la commission « Santé » collabore depuis de nombreuses années. Ils ont déjà un lit et ses accessoires et ils ont vite constaté l'efficacité du système, même avec un seul lit : en moins d'un an, ce lit a servi à aider

4 personnes. Dès que possible, ou lors du prochain convoi de matériel, il est prévu d'amener quelques lits, des chaises roulantes, etc. à Gheorgheni. Ce sont de petites aides de proximité très appréciées. Nous avons aussi reçu une demande de lits de la part de l'hôpital de Gheorgheni/Gyergyószentmiklós.

Au sein de l'équipe de bénévoles qui nous aident lors de récoltes de lits et du chargement de camion pour la Roumanie, nous avons des personnes originaires du Cameroun. Et c'est souvent aussi grâce au Dr Jean-Baptiste Ngassop (beau-fils de Christiane Béguin) que nous avons accès à du matériel médical, et parfois à des lits à moteur. C'est ainsi que nous avons récupéré les lits des *Berges du Léman*. Au dépôt, nous en avons déjà 15, plus les 65 à Vevey. Trop pour un camion de 95 m3 avec le matériel auxiliaire. Nous avons donc donné 10 lits, deux chaises roulantes et deux fauteuils de malade à une petite association pour des hôpitaux au Cameroun. Association gérée par un de nos bénévoles. C'était en février 2020. Les lits sont bien arrivés au Cameroun et ont été partagés entre trois hôpitaux.

A ce jour, nous avons plus de 50 matelas et de 30 lits, ainsi que du matériel auxiliaire (chaises roulantes, rollators, fauteuils, cannes, etc.) au dépôt. Nous aurons probablement des lits et du mobilier de salle à manger à récolter encore à Vevey aux *Berges du Léman*. Ce qui devrait permettre de charger un camion d'ici la fin de l'automne.

Côté fonds affectés aux frais d'activités de la commission « Santé », au 21 juillet 2020, Véra Rossel, gestionnaire de ce fonds, communique au Comité OVR-CH qu'il reste exactement CHF 3 609.50 sur le compte de la commission « Santé », dont CHF 400.- destinés au Prix Pierre Lebacqz (CHF 200.- par an) à 2 élèves méritants du lycée technique de Gherla. A cause du Covid-19, ces prix n'ont pas été attribués cette année.

La commission « Santé », et plus particulièrement Christiane et Pierre-Daniel Béguin, remercient tous les bénévoles pour leur fidèle engagement à leurs côtés pour mener à bien toutes ces activités. Sans eux, rien se serait possible.

Un grand merci également aux nombreuses institutions médico-sociales ou hôpitaux qui nous accordent leur confiance et nous donnent du matériel et à la Commune de Monthey qui nous met gracieusement un grand dépôt à disposition. Cette grande chaîne de générosité est devenue comme l'âme de nos actions.

Pour la commission « Santé »,
Christiane BÉGUIN
St-Légier-La Chiésaz, le 26.08.2020

Bref historique sur les critères d'attribution des donations du matériel envoyé en Roumanie

Les premiers convois de matériel de la commission « Santé » pour des centres de santé ne faisant pas partie d'un parrainage OVR-CH ou d'une autre coordination nationale du réseau OVR ont débuté en 2012. Au début, Francisc Giurgiu, président de l'ANCSR (OVR-RO), a prospecté dans l'est de la Roumanie pour voir si des institutions sanitaires ou sociales seraient intéressées par ce matériel, comprenant principalement des lits équipés de moteur.

Un, deux, puis plusieurs hôpitaux ont marqué leur intérêt. Si bien que, rapidement, la commission « Santé » a dû réfléchir à établir des critères d'octroi de ce matériel. La première étape demande pas mal de travail à OVR-RO, de multiples rencontres et déplacements auprès des *managers* des hôpitaux et des services des douanes pour régler tous les problèmes administratifs liés à ces transports depuis la Suisse : autorisation du ministère roumain de la Santé et dédouanement du matériel. Il est intéressant de savoir que pour pouvoir accepter une donation de Suisse (hors UE), l'hôpital ne doit pas avoir de dettes en cours envers les finances publiques.

Le premier critère posé dès le début, puisque que nous n'avons aucun fonds pour payer le transport de ce matériel, a été de conclure un partenariat avec les bénéficiaires des donations : nous fournissons un volume d'environ 90 m3 de matériel (entre 10 et 13 tonnes) et le bénéficiaire assume la charge financière du transport de Suisse en Roumanie. Actuellement, la démarche est la suivante :

- ANCSR (OVR-RO) répertorie les demandes émanant des centres de santé.
- OVR-CH établit une liste du matériel à donner qui est envoyée à Francisc Giurgiu, qui la distribue aux intéressés, répond aux questions et soutient les nouveaux intéressés par la donation pour toutes les démarches administratives.
- Ensuite, c'est le premier qui accepte la donation et en garantit le financement du transport qui la recevra.

Il serait difficile d'établir d'autres critères. La plupart du temps, les médias roumains posent un regard critique face à la gestion et la dotation en matériel médical de leurs hôpitaux. Pourtant, si on passe par-dessus ces informations et que l'on va visiter les sites de certaines structures hospitalières, on s'aperçoit vite qu'il y a de très bonnes choses qui s'organisent au niveau local pour les soutenir. Peut-être aussi, grâce à la nouvelle solidarité citoyenne des Roumains envers leurs hôpitaux, qui semble s'être éveillée avec la pandémie du Covid-19. Nous vous invitons à visiter le site de l'Hôpital d'Urgence de Miercurea Ciuc/Csikszereda de 688 lits (Harghita) : www.spitalmciuc.ro, en roumain et en hongrois ; la version anglaise est inactive pour l'instant (au 16 septembre 2020).

Vintilă Mihăilescu

L'évolution de l'analyse du patrimoine culturel roumain

L'article qui suit pourrait presque s'inscrire dans le droit fil des réflexions apportées à propos de Claude Karnoouh et du village de Breb, dans le numéro précédent de la revue⁽¹⁾ : le monde rural roumain et le monde urbain ; la réalité de la tradition populaire transformée en tradition culturelle dans le cadre d'une (re)construction historique (?) de l'identité d'un peuple ; la véracité de l'héritage historique élargi à la dimension nationale d'un pays.

Nous ne pensions pas revenir aussi rapidement sur ces propos, qu'il n'est pas toujours facile de faire comprendre sans vexer les uns et/ou les autres, car les regards ethnologiques, anthropologiques – voire sociologiques – ne sont pas univoques et les points de vue peuvent être très différenciés selon les approches. Mais le cours de l'Histoire a voulu qu'un des grands maîtres de ces disciplines vient de s'éteindre : Vintilă Mihăilescu est décédé au cours du printemps dernier. Il dominait tellement les sciences sociales de son *aura* qu'on ne peut pas ne pas en parler, pour montrer en quoi et comment il a toujours essayé d'avoir une vision complète et honnête de la société roumaine pluriculturelle. Les nombreuses facettes de ses analyses témoignent de son évolution, tant à l'époque de l'« ethnologie nationale et paysanne », que maintenant, à l'ère de la « société post-paysanne et urbaine », ainsi que du « regard post-national » (ce sont ses termes propres) posé par l'anthropologie roumaine actuelle.

La force du parcours de chercheur de Vintilă Mihăilescu est d'être passé par toutes ces étapes et d'avoir su prendre, chaque fois, le recul suffisant pour retirer le maximum de chacune de ces disciplines sociales. Un apport indéniable à son parcours est d'avoir été formé sous la période communiste, à une époque où toute collecte de matériaux se faisait sur le terrain (c'est l'objet de l'ethnographie) essentiellement dans le domaine rural, puisque les grandes villes étaient peu nombreuses. On décrivait les objets, les habits, les habitats, les traditions, les musiques, etc. ; on les classifiait, les comparait, on essayait d'y trouver des analogies, des similitudes pour les remettre dans une chronologie que l'on voulait culturelle, populaire (c'est l'objet de l'ethnologie), mais aussi nationale, car c'était le propre de cette

époque. Néanmoins, toute la seconde partie du parcours scientifique de Vintilă Mihăilescu s'est faite *après* les événements de 1989 et la chute du régime communiste, *après* la politique de « systématisation » de Ceaușescu, qui voulait détruire le patrimoine culturel roumain en regroupant les populations paysannes dans des agrovilles et dans des blocs urbains – qui proliférèrent rapidement. Ce nouveau regard scientifique posait de nouvelles questions, dans des domaines qui n'avaient jamais été abordés jusqu'alors. Vintilă Mihăilescu passa alors à l'analyse de l'anthropologie sociale et culturelle (qui n'existait pas en Roumanie avant ce moment charnière), dans une société « post-paysanne » et de plus en plus « post-nationale ». Il est des domaines où, en tout cas sur le terrain, les sciences sociales évoluent plus vite que les sciences politiques.

La formation initiale de Vintilă Mihăilescu s'inscrit dans le domaine de la psychologie (1974). Mais très rapidement, entre 1979 et 1991, il est chercheur au Centre d'anthropologie de l'Académie roumaine où il se spécialise dans l'ethnopsychologie, l'identité et l'ethnicité, ainsi que dans l'étude des communautés. Son parcours académique s'accélère après les changements socio-politiques de la période charnière 1989-1991. Il a la possibilité de fonder l'Observatoire social de l'Université de Bucarest, grâce à des programmes coordonnés par PHARE⁽²⁾ et la Banque mondiale, et se lance dans des



<http://www.radioromania.ro/files/CY1923/nou%203/VM-mare.jpg>

Vintilă Mihăilescu a toujours porté un regard profondément humain sur les hommes et les choses

(1) Cf. ROSSEL Hubert, « Claude Karnoouh et un monde paysan en mutation. En passant par le village de Breb », *Le Réseau*, Publication de l'OVR-CH, Lausanne, N° 67, avril 2020, pp. 6-9.

(2) PHARE est l'acronyme de *Poland and Hungary Assistance for the Restructuring of the Economy* (Pologne-Hongrie, assistance à la restructuration des économies), le principal soutien de l'UE accordé aux pays qui venaient d'être libérés du joug soviétique, pour leur permettre de s'insérer progressivement dans une économie de marché.

programmes de recherche et des projets sur les questions rurales. Dès 1993, il est professeur à la faculté de Sociologie et de Psychologie de l'Université de Bucarest et, depuis 1997, il coordonne l'École de maîtrise en Anthropologie au sein de l'Université de Bucarest. Depuis 2000, il a dirigé le département de Sociologie de l'École nationale des sciences politiques (SNSPA, *Școala Națională de Științe Politice*) où il a enseigné l'anthropologie et les communautés sociales. Il a toujours été passionné par la découverte des autres, de l'« Autre » en général, au point qu'il a publié, en 1999, un livre sur *La fascination de la différence* (3) ; il a tenté d'y expliquer correctement ce qu'est l'anthropologie pour lui, en se basant sur son expérience personnelle de la découverte progressive de cette discipline et les différentes acceptions que cette approche peut comprendre. Notre propos n'est pas d'entrer en matière de façon détaillée, mais de montrer comment « l'homme » a constamment accepté de se remettre en question, de reformuler les résultats de ses premières expériences de terrain, à l'éclairage des nouvelles notions théoriques qu'il avait acquises entre-temps – avant de les enseigner ! –, en passant de l'*ethnologie* « ancienne formule » à l'*anthropologie* « nouvelle formule » dans l'approche du patrimoine culturel roumain.

Les paysans de l'histoire

Vintilă Mihăilescu a grandi sous le communisme. Si bien que ses premiers contacts avec le terrain et ses premiers travaux ont été influencés par l'approche de la société qu'on avait à l'époque, basée sur une ethnologie nationale et l'école des folkloristes. La recherche de la « différence » était difficile à concrétiser quand le patrimoine culturel était présenté comme national et basé sur un monde rural, paysan, considéré comme dépositaire des valeurs du peuple roumain. Cette approche ethnographique et folkloriste identifiait les notions de *peuple* et *paysannerie*. Mais, avec la politique de « systématisation » voulue par Nicolae Ceaușescu, les premiers « blocs urbains » sont apparus, jusque dans des villages très reculés, apportant des modifications progressives à la vie sociale des gens. Les critères de l'analyse de la vie sociale urbaine ne pouvaient plus être les mêmes que ceux qu'on utilisait auparavant.

Une étude – écrite en français – explique bien les questions que se posait le chercheur à cette époque de l'étude de la société roumaine. Le titre de l'ouvrage est explicite – *Paysans de l'histoire* (4) – et fait référence à l'expression du philosophe Constantin Noica reprise en exergue : « On ne veut plus être les éternels paysans de l'histoire »... L'approche montre ce passage de la mentalité de la tradition orale vers une « modernité » qui s'en détache progressivement – et qui pose

(3) MIHĂILESCU Vintilă, *Fascinația diferenței. Anii de ucenicie ai unui antropolog* [La fascination de la différence. Les années d'apprentissage d'un anthropologue], Editura Trei, București, 1999.

(4) MIHĂILESCU Vintilă, POPESCU Ioana, PÂNZARU Ioan, *Paysans de l'histoire. Approche ethnologique de la culture roumaine*, Collection S.A.C.R., Editions DAR, Bucarest, 1992.

question. Le monde de la tradition touche les hommes et leurs commu n a u t é s , l'espace dans lequel ils vivent, le temps de la durée paysanne rythmée par les rituels cycliques, ainsi que les objets vivants et symboliques. Il s'agit essentiellement d'un « monde vécu », répondant à une « logique communautaire ». Mais, dès qu'il est perçu de l'extérieur, les échelles de valeurs changent

car le contexte du monde n'est plus identique. Même « les choses » ne sont plus les mêmes, car on passe d'un objet correspondant à une utilité fonctionnelle à un objet que l'on présente comme artistique.

Pour Vintilă Mihăilescu, « l'art traditionnel du paysan est une notion que les intellectuels ont introduite dans la conscience roumaine à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Avec l'intérêt croissant manifesté par les spécialistes des sciences de l'homme pour les productions artistiques des paysans, dans la mentalité de l'intellectuel est né le désir d'arrêter d'une manière ou d'une autre la dégradation de ce patrimoine, dégradation qu'il voyait dans tous les renouvellements ; la production spirituelle du peuple lui semblait permettre une affirmation d'une identité nationale d'autant plus nécessaire que l'assaut de l'altérité sous toutes ses formes devenait dangereux. Ainsi naquit le concept exclusivement intellectuel d'*art national*, qui se voulait une somme des traits communs à tout le territoire roumain, matérialisés surtout dans l'ornementation spécifique appliquée aux spécimens d'art paysan. (...) L'*art national* est né et est mort comme une mode, mais il a vécu ses moments de gloire lors des expositions (...) ; il est à la base de plusieurs collections privées de haute valeur, voire des musées ethnographiques roumains. L'art national a été en fait l'art paysan vécu par la ville. Ses objets ne communiquaient pas, ils démontraient ; ils ne faisaient pas partie intégrante d'un monde vivant, ils exaltaient un monde perdu pour servir d'alibi à un autre qui se cherchait lui-même. (5) »

(5) IDEM, *ibidem*, pp. 56, 57.



Hubert Rossel

Le premier livre écrit par Vintilă Mihăilescu, avec deux autres collègues, en 1992

Il existe donc une différence fondamentale entre « l'objet », qui est du domaine du *vécu*, et « l'art » qui est du domaine du *perçu*. Si le second peut se laisser emprisonner dans un musée – de type ethnologique ou historique, par exemple –, le premier ne le peut pas, car il correspond à tout un patrimoine, matériel et immatériel, en évolution constante. Son étude relève donc d'une autre approche, qui prend aussi en considération tout le contexte social et culturel de la société envisagée. Pour Vintilă Mihăilescu, il faut donc dépasser tout ce qui avait permis de construire la nation d'un peuple paysan, au moment de l'éveil des peuples-nations identifiés à des Etats-nations : « traduire l'*originnaire* en *originel* et transformer ainsi la rupture entre "la culture ethnographique – populaire" et le projet d'une "culture nationale et moderne" en continuité. » Il faut donc dépasser aussi l'idéalisation du peuple et de sa culture paysanne, la métamorphose qui en a été faite au XIXe et au XXe siècle et cette « ethnologie diffuse [qui] va s'occuper de sa connaissance et mise en valeur ». On ne peut plus se contenter d'« envisager le peuple-paysan par la partie visible de son extériorité, ses produits et ses traces matérielles, [où] le chercheur se déplace dans un village-mémoire, en quête de paysans-patrimoine⁽⁶⁾ ».

Cette remise en question, Vintilă Mihăilescu se l'est appliquée à lui-même et à ses premières recherches – après avoir complété sa formation académique d'anthropologue –, en reprenant ses notes de « terrain » pour en faire une relecture 20 ans plus tard, avec une approche plus raisonnée et complémentaire. Il explique la chose de façon très claire (et en français) dans un article paru dans une revue française en 1995, où il signale qu'ils s'étaient soumis aux règles des professionnels : « Le temps de l'ethnologie buissonnière était passé. Nous ne portions plus le même regard sur nous-mêmes. Les pages qui suivent se veulent une « histoire raisonnée » de cette aventure intellectuelle tout en étant l'expression d'une observation : *comment penser la différence ?*⁽⁷⁾ »

La difficulté, dans l'ethnologie de type national (XIXe s.), est que l'observateur envisage les choses avec un regard interne, intérieur – d'un point de vue *emic* –, alors que l'anthropologie des standards internationaux apporte un regard extérieur, externe sur la société étudiée – elle se place d'un point de vue *etic*. L'observateur est donc moins directement concerné et son analyse a des chances d'être plus complète et honnête, puisqu'elle n'a rien à prouver, telle que la continuité historique de la tradition paysanne, par exemple. Cette observation est d'autant plus pertinente si l'observateur porte un regard sur sa propre histoire et sa propre culture. C'est exactement ce que Vintilă Mihăilescu veut mettre en évidence dans le titre de l'article : « Mettre sa tente au milieu de son village. Grandeur

(6) IDEM, *ibidem*, pp. 83, 84, 85.

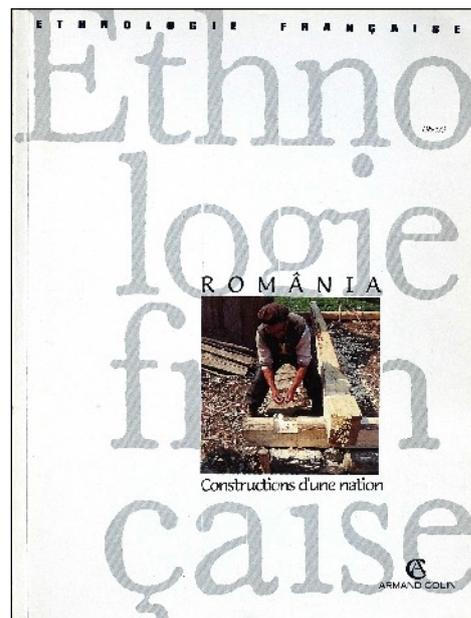
(7) MIHĂILESCU Vintilă, RĂUTU Radu, « Mettre sa tente au milieu de son village. Grandeur et misère d'une ethnologie domestique », in : « România. Constructions d'une nation », *Ethnologie française*, juillet-septembre 1995-3, tome XXV, Armand Colin, Paris, 1995, pp. 354-374. Pour l'extrait cité : p. 356.

et misère d'une ethnologie domestique », et dans le passage suivant : « Le *regard éloigné* [...] n'est pas un vain mot. On s'en rend compte quand on regarde dans le miroir de l'autre. C'est ce qui nous est arrivé après la "chute du mur". Nous avons franchi le cap. Arrivant en "paysans de l'histoire", comme dit Noica, avec un discours qui rappelait d'une manière émouvante les pères fondateurs de nos sciences [...], et nous sommes rentrés avec un autre regard sur notre propre histoire. Au-delà des bibliothèques et des contacts, ce regard éloigné nous a extraits de notre réflexion de terroir, sans pour autant nous faire oublier ses charmes et ses richesses. On a pu ainsi analyser nos données et nos expériences d'une manière différente, par l'autre bout de la lorgnette pour ainsi dire.⁽⁸⁾ »

Vers une société post-paysanne

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que, parallèlement aux changements apportés dans les critères et les modalités de l'analyse de la société roumaine, la société elle-même a évolué, déjà sous la période communiste, mais surtout après la chute du régime. Si bien que c'est l'objet même de l'analyse qui a aussi changé ! L'étude des traditions roumaines, des conditions de vie et de la culture qui les accompagne apporte donc son lot d'adaptations, d'évolutions, de modifications plus ou moins profondes qui affectent la société actuelle.

Les prémices de ces changements en puissance remontent à l'époque de la « systématisation » imposée par Nicolae Ceaușescu. Le regroupement voulu de la population rurale dans des *agrovilles*, la destruction planifiée des habitats familiaux dans les villages et le déplacement forcé des individus dans des *blocs*, grands ou petits suivant les cas, ont engendré des modifications dans les comportements et les échelles de valeurs. L'industrialisation et l'urbanisation forcée ont progressivement renforcé ces référents culturels et les transformations sociales qui en sont les conséquences.



Hubert Rosset

Numéro spécial de la revue consacrée à divers aspects du patrimoine culturel roumain

(8) IDEM, *ibidem*, p. 370.

Vintilă Mihăilescu avait déjà pris conscience de cette réalité avant la chute du régime communiste, à une époque où les scientifiques avaient une liberté de mouvement assez limitée, mais il l'a clairement expérimentée une première fois, avec d'autres collègues, lorsqu'il a entrepris une approche ethnologique de la ville, en 1993, lors d'une enquête dans un immeuble d'appartements, un *bloc*, dans un nouveau quartier de Bucarest⁽⁹⁾. Ils ont analysé les relations sociales qui s'y développaient *de facto*, les mettant en parallèle avec celles des communautés rurales vivant dans les villages. Au-delà de l'aspect strictement urbain ou idéologique, lié précédemment à la volonté d'homogénéisation de la société à l'époque communiste, il en ressort que « le bloc apparaît comme une "unité sociale" significative pour le monde urbain contemporain, un "lieu" où se forgea en bonne partie la sociabilité récente de nos villes. ⁽¹⁰⁾ » De nouvelles relations de proximité s'y sont développées et se développent encore, qui sortent du contexte familial ou villageois d'origine ; on observe souvent les mêmes réflexes de comportement transmis par la tradition culturelle, mais appliqués à un environnement nouveau. Ainsi, à titre d'exemple, les membres de la famille – souvent restreinte – ont gardé le réflexe d'exprimer leur vie communautaire dans une pièce centrale de l'appartement, mais, au lieu d'être autour du feu dans la cuisine (comme c'était le cas dans les villages), ce sera autour de la télévision dans la pièce de séjour. Poussant l'analyse plus loin, on constate souvent que les « grandes tables » familiales que l'on trouvait dans les habitats ruraux (peut-on dire « traditionnels » ?) ont été remplacées par de « petites tables » correspondant aux nouveaux espaces (souvent plus restreints). Faut-il aller jusqu'à dire, comme le font Vintilă Mihăilescu et ses collègues, que passer de l'une à l'autre « c'est passer d'un style de vie à un autre » ? « C'est vouloir rompre avec une tradition patriarcale souvent autoritaire pour instaurer davantage de liberté individuelle et de souplesse. (...) Ce n'est donc pas par hasard que c'est plutôt les jeunes de la famille ou les jeunes familles qui font tomber en désuétude la vieille table familiale, symbole d'une sociabilité patriarcale, et qui la remplacent par les petites tables et grands fauteuils d'une sociabilité plus détendue. ⁽¹¹⁾ »

Ces quelques exemples peuvent sembler excessifs, à première vue, mais il est indéniable que Vintilă Mihăilescu a raison quand il met le doigt sur les changements de comportement des jeunes urbains et une évolution progressive vers un plus grand individualisme. Les nouvelles communautés de vie urbaine et les nouvelles relations de proximité engendrent

inévitablement de nouvelles échelles de valeurs et de nouveaux concepts culturels. Bon nombre de nouveaux urbains ont gardé des contacts avec leur parenté et/ou avec leur village d'origine. Nous connaissons tous de ces familles qui ont des parents, des frères et sœurs ou des cousins restés au village. Elles y retournent à intervalles réguliers pour garder le contact, mais aussi, d'un point de vue pratique et fonctionnel, pour s'approvisionner en fruits et légumes frais, ou retrouver leurs racines. On assiste donc à toute une génération qui vit en équilibre culturel entre deux mondes différents. Mais qu'en adviendra-t-il quand les enfants et les petits-enfants de ces nouvelles familles urbaines n'auront plus de contacts directs avec leur village d'origine ? Verra-t-on une société proprement « post-paysanne » ? C'est déjà la cas pour une grande partie de la population des grandes villes actuelles.

Avant et pendant le communisme, il y avait une prédominance, voire une omniprésence, de la vie collective sur l'individu, du collectivisme sur l'individualisme. C'était le règne de l'ethnologie nationale et de l'unicité culturelle que l'on voulait prouver. Dans la société post-communiste, dans un monde qui devient de plus en plus urbanisé et industrialisé, il devient patent que la différenciation l'emporte de plus en plus sur l'homogénéisation de la société roumaine. Toute l'évolution sociale, économique – et même politique – le montre à souhait. Et lors des différentes manifestations de la société civile, auxquelles on assiste depuis près de trois décennies, un clivage apparaît aussi souvent entre le monde rural et le monde urbain, entre les jeunes et les aînés. Dans ce contexte, qui est dépositaire de la culture ? Qui est l'expression du patrimoine ? Ces notions peuvent-elles encore être monolithiques, porteuses d'une seule valeur ? Poser la question, c'est y répondre. Et cette évidence deviendra de plus en plus apparente avec le temps. Mais la pertinence de cette évidence n'a été rendue possible que grâce au regard neuf que les sciences humaines ont porté sur la société roumaine et sa propre histoire, par le passage de l'(ancienne) ethnologie à la (nouvelle) anthropologie. Il ne s'agit pas tant d'une opposition que d'une complémentarité dans les méthodes utilisées⁽¹²⁾.

L'homme à la base de ce « saut » scientifique n'est autre que Vintilă Mihăilescu et toute la formation anthropologique qu'il a développée et enseignée dans le pays⁽¹³⁾.

⁽⁹⁾ MIHĂILESCU Vintilă, NICOLAU Viorica, GHEORGHIU Mircea, « Le Bloc 311. Résidence et sociabilité dans un immeuble d'appartements sociaux à Bucarest », in : « România. Constructions d'une nation », *Ethnologie française*, juillet-septembre 1995-3, tome XXV, Armand Colin, Paris, 1995, pp. 484-496.

⁽¹⁰⁾ IDEM, *ibidem*, p. 485.

⁽¹¹⁾ IDEM, *ibidem*, p. 488.

⁽¹²⁾ Un indice (à défaut d'être une preuve) de cette complémentarité est visible dans le fait que, au moment même où Vintilă Mihăilescu enseignait l'anthropologie à Bucarest et concrétisait le développement de cette discipline sociale qui n'existait pas dans le pays auparavant, il a été directeur du « Musée du Paysan Roumain » (*Muzeul Țăranului Român*) de février 2005 à mai 2010. C'est ce musée qui avait été la vitrine de l'ethnographie et de l'art national roumain des XIXe et XXe siècles : il a porté le nom de « Musée national d'Art populaire » (en 1951), avant de disparaître – en 1978, pour être fusionné avec le « Musée du Village » (*Muzeul Satului*) – puis de renaître sous son appellation actuelle en 1993.

⁽¹³⁾ Pour les lecteurs qui désirent approfondir cette démarche, voir : MIHĂILESCU Vintilă, « Quelle anthropologie pour quelle société ? Société postpaysanne



Hubert Rosset

Le directeur du Muzeul Țăranului Român avait invité OVR au « Club » du musée pour la célébration de son 20e anniversaire en 2009

que « dans le paysage des sciences humaines, en Roumanie, il y aura, incontestablement, un "avant" et un "après" Vintilă Mihăilescu ». Il a tellement marqué son époque qu'elle ne peut s'empêcher de rappeler la blague qui circulait parmi les étudiants en anthropologie de Bucarest : « Quelqu'un demande à un jeune homme ce qu'il veut faire dans la vie. Réponse : - anthropologue. A quoi il s'entend répliquer : Mais on en a déjà un : Vintilă Mihăilescu !⁽¹⁵⁾ »

et ethnologie postnationale en Roumanie », in : *Anthropologie et Sociétés*, vol. 32 (Nos 1-2), 2008, pp. 217-239, Université Laval, Québec. [En ligne, <https://doi.org/10.7202/018890ar>, consulté le 16 juillet 2020.]

Marianne Mesnil, une anthropologue spécialisée dans l'étude de la culture et des traditions roumaines depuis les années '70, a fait de nombreux séjours sur le terrain durant la période de Ceaușescu et a collaboré à plusieurs reprises avec Vintilă Mihăilescu⁽¹⁴⁾. Dans l'hommage qu'elle lui a rendu à l'occasion de sa disparition, elle n'hésite pas à dire

L'enseignement dispensé par cet homme « complet » a apporté une vision nouvelle à l'ethnologie-anthropologie en Roumanie, qui permet d'assurer une continuité dans la recherche des sciences sociales de son pays traitant de l'analyse du patrimoine culturel. Mais, continuité dans la recherche n'est pas synonyme de continuité des méthodes utilisées ou des idées exprimées par cette même recherche. Les références culturelles des Roumains changent, y compris dans la quête et la compréhension de leur propre passé, et le regard de l'anthropologie sociale et culturelle – progressivement mise au point par Vintilă Mihăilescu – contribue fortement à cette évolution de la société roumaine actuelle, même si beaucoup n'en sont pas conscients.

Hubert ROSSEL

⁽¹⁴⁾ Marianne Mesnil, aujourd'hui professeure honoraire d'anthropologie de l'Université Libre de Bruxelles, a publié plusieurs articles dans *Martor*, la revue d'anthropologie du Musée Paysan Roumain (*Muzeul Țăranului Român*). Fondée en 1996 – à l'époque où Vintilă Mihăilescu en était le directeur –, la revue visait surtout à montrer et à favoriser les interrelations entre les approches de l'ethnologie, de la muséologie et de l'anthropologie culturelle, appliquées au monde roumain. Marianne Mesnil a surtout favorisé la remise de la culture roumaine dans son contexte balkanique. Son article « Balkanique toi-même ! » publié dans la revue du Muzeul Țăranului Român (*Martor* 6 : 56-71) n'est pas passé inaperçu [en ligne, http://martor.muzeultaranuluiroman.ro/wp-content/uploads/2017/12/2001_02_Mesnil.pdf] ! On peut trouver une bonne synthèse de son approche globale dans le livre qu'elle a publié conjointement avec une collègue bulgare : MESNIL Marianne & POPOVA Assia, *Les eaux-delà du Danube. Etudes d'ethnologie balkanique*, Editions Petra, Paris, 2016.

⁽¹⁵⁾ Blog de Nicolas Trifon – « Respirer et écrire : Marianne Mesnil rend hommage à Vintilă Mihăilescu », *Courrier des Balkans*, 23 mars 2020. [En ligne, <https://www.courrierdesbalkans.fr/Respirer-et-ecrire-hommage-a-Vintila-Mihailescu-par-Marianne-Mesnil>, consulté le 21 juillet 2020.]



Site Internet

Notre site est toujours consulté très régulièrement, chaque jour même. N'hésitez pas à l'utiliser davantage en partageant vos expériences, positives ou négatives, avec les autres associations. Un onglet est prévu spécialement à cet effet.

Certaines personnes le consultent de très loin et cherchent de véritables informations sur le mouvement OVR. A titre d'exemple, le 1er septembre dernier, quelqu'un est resté en ligne pendant 1h30 et a consulté 54 pages ! La consultation de nos anciens numéros du *Réseau* est un des points forts de ces recherches.

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 et les différentes conséquences qu'elle a engendrées. Mais nous ne voulons pas entrer en matière sur les sujets polémiques relatifs au bien fondé des différentes mesures prises, ni sur les décisions politiques elles-mêmes qui ont affecté la population sous une forme ou sous une autre. Certaines tendances se manifestent, toutefois, en Roumanie comme dans les autres Etats européens, en lien avec le coronavirus. Cette situation particulière a surtout servi de révélateur et a accéléré un certain nombre de prises de consciences.

Parmi les autres sujets présentés, relevons la lancinante question de l'exploitation des forêts et de leur pillage qui s'est encore renforcé pendant les débuts de la pandémie, même si des mesures viennent d'être prises, entre autres par la création d'une juridiction spéciale pour leur protection. Quant à la question de l'accaparement des terres agricoles par des investisseurs étrangers, elle n'est pas moins préoccupante pour la gestion du monde rural et les conditions de vie des petits exploitants.

(Toutes les formes graphiques et typographiques ont été gardées telles que dans les articles originaux, sans uniformisation.)

La Rédaction

Coronavirus (Il est important de regarder les dates des articles!)

En Roumanie, personne n'applaudit les médecins

Au moment de la rédaction de cet article [4 avril 2020, ndlr], le bilan roumain du nouveau coronavirus s'élevait à 133, dépassant facilement les 27 victimes de l'Ukraine, 32 de la Hongrie, 71 de la Pologne ou 56 de la République tchèque, malgré des nombres comparables d'infections dans ces deux derniers pays.

Contrairement à ceux d'Italie, d'Espagne ou de New York, les hôpitaux ne sont pas surpeuplés – alors pourquoi la Roumanie enregistre-t-elle plus du double du nombre de décès que ses voisins?

C'est parce qu'une autre peste sévit dans le pays, se joignant au coronavirus. Ce fléau est la corruption, et contrairement au Covid-19, c'est tout sauf nouveau. La corruption sévit depuis longtemps en Roumanie et les hôpitaux sont des foyers d'infection, ce qui est devenu de plus en plus clair au cours de la pandémie actuelle.

Une pratique malsaine

Le 26 février, la Roumanie a confirmé son premier cas de Covid-19. Trois jours plus tard, Sorina Pintea, directrice générale de l'hôpital d'urgence de la ville de Baia Mare, au nord-ouest, a été arrêtée. Ancienne ministre de la Santé, Pintea a été accusée d'avoir accepté un pot-de-vin de 35 000 euros dans le cadre de travaux de rénovation effectués dans l'hôpital qu'elle dirigeait.

En apprenant la nouvelle de l'arrestation, les Roumains ont acquiescé collectivement, sans surprise. La corruption dans le domaine médical n'a rien de nouveau. Il y a presque exactement un an, dans une initiative qui a tout sauf bien vieilli, Pintea – alors ministre de la Santé du pays (...) –, a annoncé une nouvelle campagne anti-corruption ciblant les hôpitaux roumains après une série de scandales de corruption ayant secoué le système de santé.

Travaillant sous la direction de copains politiquement nommés dans un secteur sous-financé, de nombreux médecins roumains sont connus pour demander directement de l'argent aux patients ou à leur famille, ou pour obliger les patients à acheter leurs propres médicaments et l'équipement nécessaire à leurs soins. D'autres orientent les patients qui peuvent payer vers les cliniques privées dans lesquelles ils travaillent, une forme indirecte de corruption.

Corruption et infection

Demandez à quiconque a eu le malheur de passer du temps dans un hôpital public en Roumanie et il admettra que c'est une loterie, même si vous prenez en compte les pots-de-vin. Le prix de cette loterie est

une assistance médicale adéquate et la prévention des infections nosocomiales - d'origine hospitalière.

La loterie est truquée contre le patient. En 2016, un scandale a révélé qu'un fabricant roumain de désinfectant, HexiPharma, avait dilué jusqu'à deux mille fois les produits qu'il vendait aux hôpitaux publics, en récoltant d'énormes profits et en pulvérisant partout des équipements médicaux avec un peu plus que de l'eau. Sans surprise, quatre ans plus tard, une enquête a révélé que 60% des Roumains avaient peu ou pas de confiance dans les hôpitaux publics.

Tel est l'environnement que le nouveau coronavirus a trouvé en Roumanie, et sa propagation ne fait que souligner davantage les défaillances d'un système médical corrompu et politisé.

Dans le nord-est du *județ* de Suceava, la partie la plus infectée du pays, les procureurs ont découvert que les responsables de la gestion de l'hôpital du *județ*, en tandem avec le répertoire de la santé publique, testaient préférentiellement certaines personnes même si cela signifiait des travailleurs hospitaliers et des soignants en contact direct avec des personnes infectées. Les patients n'ont pas été testés. Suceava représente actuellement 27% de toutes les infections au Covid-19 en Roumanie et de nombreux décès causés par le virus. Toute la région a été mise en quarantaine et son principal hôpital placé sous administration militaire.

Pourri au sommet

Suceava n'est pas une exception, mais le premier maillon cassé d'une chaîne corrodée.

Les quarante-deux directions régionales de la santé publique de la Roumanie - une pour chaque *județ* - servent de première ligne dans la bataille contre le Covid-19, menant des enquêtes épidémiologiques pour retrouver les personnes infectées et celles avec lesquelles elles ont eu des contacts afin d'éviter une nouvelle contamination de la population. De plus, les mêmes institutions décident qui et quand se font tester et s'occupent des personnes mises en quarantaine. Mais ce sont ces directions qui se sont montrées à plusieurs reprises comme la principale faiblesse des efforts actuels de la Roumanie pour contrer la pandémie, avec une mauvaise gestion des ressources, une communication défectueuse, un manque de transparence et la mise en danger des professionnels de la santé qui ont été contraints par leurs supérieurs à travailler sans l'équipement nécessaire.

Nommés par celui qui était et est au pouvoir, pas moins de 60 % des dirigeants des directions ont obtenu leur emploi sans passer par un

processus de candidature concurrentiel et transparent. Près de la moitié n'ont aucune formation médicale.

Personne n'applaudit les médecins ici

D'autres nations applaudissent leurs médecins, mais pas les Roumains. Ce serait trop comme applaudir les complices indifférents d'un système qui était mortel avant même la pandémie du coronavirus. Des complices qui abandonnent maintenant ou qui «prennent leur retraite» en masse pour éviter les conséquences d'un environnement qu'ils savent non stérile, des équipements qu'ils savent défectueux, des désinfectants qu'ils savent n'être guère plus que de l'eau du robinet, des collègues qu'ils savent avoir obtenu leurs diplômes dans les collèges privés louches qui abondent en Roumanie, et les managers qu'ils savent être des gens placés politiquement.

Combinées à une capacité de test limitée à environ 2000 tests par jour dans tout le pays, les réalités médicales en Roumanie signifient que la moitié des personnes décédées du Covid-19 jusqu'au 31 mars ont été diagnostiquées avec le virus après leur mort ou le jour de leur mort.

Les choses sont si mauvaises en Roumanie que les mourants ne peuvent même pas être sûrs de mourir du Covid-19. Ils peuvent au moins être certains qu'ils meurent de corruption. (Radu DUMITRESCU, politologue, *Emerging Europe*, Londres, 4 avril 2020. [Trad.: Hubert ROSSEL])

*** **

En Roumanie, épidémie de démissions dans les hôpitaux

Avec 4 760 cas avérés et 215 décès, la Roumanie, un des pays les plus pauvres de l'Union européenne, s'en sort plutôt bien face à la pandémie de coronavirus. Et pourtant, démissions et suspicions pénalisent son système hospitalier...

La colère gronde dans les hôpitaux roumains. Le 23 mars 2020 à Arad (ouest), 83 employés de l'hôpital se mettaient en arrêt maladie, ajoutant à la démission de huit médecins. A Suceava (nord), le quart des médecins et infirmières de l'hôpital ont rendu leur tablier. Des cas loin d'être isolés, dans un pays par ailleurs affecté par la fuite des professionnels de santé : 16 700 médecins roumains exercent à l'étranger.

En première ligne face au coronavirus, les 58 000 praticiens restés au chevet des 19 millions de Roumains (l'un des plus faibles taux d'encadrement médical de l'Union européenne) réclament plus de moyens face à l'épidémie. C'est une habitude de ruer dans les brancards ! Les médecins n'ont pas confiance dans les autorités. Il n'y a que comme cela que l'on obtient ce que l'on veut ici, assure un endocrinologue. Conséquence ou pas, le ministère de la Santé vient de recevoir de nouveaux équipements.

« Les gens sont suspicieux »

Ce ne sont pas les lits en soins intensifs qui manquent. La Roumanie occupe, sur ce plan, une surprenante quatrième place en Europe. Un responsable des achats, joint dans un hôpital de province, confirme ne pas manquer de matériel. On dispose de tout ce dont on a besoin. Mais des confrères quittent le navire parce qu'ils ont peur. Ils envoient les infirmières en première ligne, accuse un médecin infectiologue, sous couvert d'anonymat. Je suis frappé par leur manque de professionnalisme face à ce qu'on ne maîtrise pas.

Pour ce médecin, il s'agit de failles anciennes, qui persistent trois décennies après la chute du dictateur communiste Nicolae Ceaucescu. Le manque de confiance ne date pas d'hier, mais du communisme. Les gens sont suspicieux et pensent que les règles ne sont

pas respectées. En tant qu'infectiologue, il m'est impossible, même en temps normal, de mettre en place un protocole entre services. Fustigeant manque de courage et incompétence, il déplore : on ne change pas un système avec seulement des équipements ou une hausse des salaires comme il y a deux ans.

Alors que 215 décès et 4 760 cas de Covid-19 ont déjà été recensés – rapportés, entre autres, par les nombreux Roumains qui travaillent en Italie – des services hospitaliers entiers ne fonctionnent plus dans certaines localités. Très embarrassé, le gouvernement n'a pas encore annoncé comment il sanctionnerait les démissionnaires. (Benjamin RIBOUT, *Ouest-France*, Rennes, 8 avril 2020)

*** **

Et l'Europe s'est mise à aimer les travailleurs roumains

Longtemps, les Roumains n'ont pas eu bonne presse en Occident. Mais l'heure de la revanche a sonné, car l'Ouest, en manque d'aides-soignants et d'ouvriers agricoles, a besoin de l'Est. Pas de quoi être fiers, tempère le site G4Media.

Fin avril, l'Autriche a annoncé être parvenue à un compromis avec la Roumanie et la Hongrie, afin que les aides-soignants roumains puissent rejoindre l'Autriche à bord d'un train spécial. De source officielle autrichienne, sur les 33 000 personnes qui ont besoin de soins 24 heures sur 24 en Autriche, la moitié est prise en charge par du personnel roumain. Pour résoudre ce problème urgent, Vienne a donc négocié avec Budapest le droit, pour ces salariés, de traverser la Hongrie, et avec Bucarest le droit de quitter leur pays malgré la quarantaine et la fermeture des frontières roumaines.

Le gouvernement autrichien n'est pas, tant s'en faut, le premier en Europe à demander des dérogations aux restrictions de déplacement et aux règles de confinement. Que dire en effet de l'Allemagne qui, elle aussi, est intervenue auprès des autorités roumaines afin qu'elles permettent aux saisonniers de venir récolter les asperges dans les champs ?

Le fait que les autorités de ces pays se soient officiellement mobilisées pour ouvrir les frontières aux Roumains malgré les risques prouve à quel point le bon fonctionnement de certains secteurs de l'économie ou de la société dépend de leur présence. Tout simplement, ces pays ne peuvent plus se débrouiller sans eux.

Le plus souvent, il s'agit de main-d'œuvre peu qualifiée, du personnel soignant, des femmes de ménage, des ouvriers agricoles saisonniers. L'Italie, l'Espagne, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne se retrouvent, elles aussi, dépendantes des Européens de l'Est, en particulier des Roumains et des Bulgares.

Quand l'épidémie de Covid-19 s'est déclarée, les Britanniques ont cru pouvoir remplacer les Roumains et les Bulgares par de la main-d'œuvre locale, avec les salariés congédiés sur fond de crise. Au début, 35 000 Britanniques se sont inscrits pour les places disponibles dans l'agriculture, mais seuls 20 % de ceux qui ont postulé sont allés jusqu'au bout du processus de validation de l'emploi, et 9 % ont été vraiment employés, soit environ 3 000 personnes.

Les Britanniques ne veulent plus travailler dans l'agriculture ou occuper des emplois non qualifiés, même pendant une crise majeure. Cela vaut aussi pour les autres Occidentaux. D'où la pression qui pèse sur leurs gouvernements, qui font tout pour que les produits agricoles (asperges, salades, fraises et autres fruits) ne pourrissent pas dans les champs. Les gens doivent manger, les fermes doivent vendre, l'argent doit circuler.

Les saisonniers sont payés 9 euros l'heure

L'Europe devient donc le théâtre d'une véritable compétition pour l'importation rapide de travailleurs. Les gouvernements passent outre aux restrictions imposées à leurs propres citoyens, ignorent les critiques de ceux qui les accusent de mettre la santé de tous en péril afin de sauver quelques entreprises et exploitations agricoles, et ils ne ménagent pas leurs efforts pour faire venir une main-d'œuvre bon marché. Les saisonniers, par exemple, sont payés 9 euros l'heure, dont sont généralement déduits le gîte et le couvert.

[Le journal allemand] *Deutsche Welle* a calculé la somme qui reste à un de ces employés à la fin de son contrat :

L'année dernière, Ioan a travaillé en Allemagne, dans une exploitation qui cultive des asperges près de Münster. Au bout de trois mois de travail intensif, dix heures par jour sans pause, il est rentré chez lui avec moins de 1 850 euros en poche. Environ 2 000 euros avaient été retenus sur son salaire pour l'hébergement, la nourriture, les articles de première nécessité.

Quoi qu'il en soit, cette somme reste considérable pour des travailleurs sans aucune qualification, et elle peut leur permettre de vivre pendant tout le reste de l'année au pays.

Le système d'éducation roumain est un désastre

Mais qui sont ces travailleurs ? Comment la Roumanie est-elle devenue le principal exportateur de main-d'œuvre d'Europe ?

Tout d'abord, ces personnes non qualifiées sont la preuve criante du désastre qu'est le système d'éducation roumain. La destruction des écoles professionnelles et de l'enseignement technique a laissé au bord de la route des hordes de gens sans métier. L'analphabétisme a progressé de façon exponentielle.

Par ailleurs, la corruption des gouvernements des dernières décennies, l'incompétence de certains maires et l'incapacité à obtenir des fonds européens ont contribué à accroître la misère en milieu rural. Les petites exploitations se sont retrouvées au bord de la faillite, car même l'agriculture de subsistance n'est plus rentable face aux petits prix pratiqués dans les grandes surfaces.

Le commerce de la main-d'œuvre a pris son essor

C'est dans tous ces villages à la dérive que les agences de recrutement ont trouvé une main-d'œuvre brute. Ainsi a commencé le commerce des gens, orchestré aujourd'hui par des dirigeants désespérés de ne trouver personne pour se charger des récoltes ou de travaux dont leurs concitoyens plus éduqués ne veulent plus entendre parler. Le commerce de la main-d'œuvre a pris son essor, une main-d'œuvre si bon marché que, même en la faisant venir à ses frais en charter, l'employeur s'y retrouve.

L'État roumain a accepté ces dérogations, avec tous les risques que cela implique quant à la propagation du virus d'un pays à l'autre, car il est conscient qu'il n'a rien à offrir à ces gens et que les tensions et les problèmes de la société s'aggravaient s'il tentait de les obliger à rester à cause de la pandémie.

Il n'y a pas de quoi être fier de cette situation, au contraire. Elle est l'expression de notre échec. Certes, ces migrants envoient chez eux l'argent qu'ils gagnent mais, s'ils avaient des qualifications, ils pourraient produire de la valeur ajoutée en Roumanie, leur contribution au développement du pays serait énorme.

Nous exportons aussi des médecins

Ce n'est pas seulement leur faute si nous en sommes arrivés là. Nous exportons aussi des médecins, des informaticiens ou des ingénieurs, c'est vrai. Mais c'est une autre histoire. Ils partent pour ne plus revenir. La catégorie de personnes dont nous parlons fait la

navette entre l'Est et l'Ouest, avec une valise et un cabas, en pantoufles dans les aéroports.

Si l'on compatit pour les drames, les risques et les difficultés que ces travailleurs non qualifiés affrontent, ils sont aussi la raison pour laquelle les Allemands, les Britanniques et les Autrichiens considèrent avec moins de mépris les Européens de l'Est, à qui ils reprochaient de troubler leur quiétude. Ceux dont ils se plaignaient étaient originaires de Tandarei, Teliu, Sacele ou Ferentari [villes, villages et quartier bucarestois où la population rom est plus importante qu'ailleurs en Roumanie], moins intéressés par le travail et les soins aux personnes âgées. Dans la presse, on les a vus souvent ; aujourd'hui, on voit surtout les autres, qui viennent pour travailler.

L'Occident riche admet enfin qu'il est dépendant de la main-d'œuvre de l'Est pauvre, et nous exportons de manière discrète, sans trop de scrupules, la marchandise la plus recherchée en ces temps de crise : ces salariés sans aucune qualification qui sont le résultat de notre échec en tant que société. (Dan TAPALAGA, *G4Media*, 23 avril 2020, repris in: *Courrier International*, Paris, 19 mai 2020)

*** *** ***

Bucarest fait régner l'ordre à coups d'amendes exorbitantes

Le non-respect du confinement se paie cash et irrite dans ce pays, l'un des plus pauvres de l'UE. La police y distribue des contraventions à tour de bras.

Fermier à Stoeneti, dans le centre du pays, Adrian Vlad n'en revient toujours pas. Manquant de main-d'œuvre il y a une semaine, il part chercher en voiture trois employés pour traire ses 34 vaches. Pour lui, ce déplacement – d'une durée d'environ une heure – est une urgence.

«J'ai des vaches qui ont eu des infections car elles n'avaient pas été traitées depuis deux jours. Un animal, ça n'attend pas», se justifie le fermier, qui ne se munit d'aucun document d'autorisation de sortie. Interpellé avec ses deux petites filles et ses trois employés, il écope de cinq amendes de 415 euros chacune.

Mais cela ne s'arrête pas là pour Adrian, qui rouspète face aux policiers. «Ils n'ont pas apprécié et ont prétexté une égratignure sur ma voiture pour me rajouter 4150 euros, soit la contravention maximale. Cela fait plus de 6000 euros au total, précise-t-il, abasourdi. C'est aberrant et absurde. Comment voulez-vous que je paie ça ? Ils disent qu'ils appliquent la loi ; pour moi, c'est de la bêtise», fulmine le fermier, qui va contester les amendes.

Devant de telles sommes, il ne devrait pas être le seul à contester alors que l'économie du pays est à l'arrêt. Mais pour quel succès ? Certains accusent l'État de vouloir renflouer ses caisses. Voire de réaffirmer des mauvaises habitudes de type autoritaire. Les Roumains ont encore à l'esprit les quatre dernières années, durant lesquelles le gouvernement précédent, social-démocrate, avait tout fait pour remettre en cause l'État de droit en sapant l'indépendance de la justice.

L'Exécutif actuel, de centre droit, n'y va pas avec le dos de la cuillère pour contraindre les gens à bien rester chez eux. Les amendes, comprises entre 2000 lei (415 euros) et 20'000 lei (4150 euros), semblent disproportionnées. Quelque 415 euros, soit la contravention la plus basse, équivalent en effet à peu près au salaire minimum net actuel. En moins d'un mois, depuis le début des mesures drastiques imposées, plus de 200'000 sanctions ont été distribuées, pour un montant de 78 millions d'euros. Des chiffres qui laissent perplexe et qui agacent. Ce mercredi, une dame se plaignait sur les réseaux sociaux

d'avoir été sanctionnée à six reprises dans une même journée, soit 3000 euros d'amendes.

Les enfants dans le viseur

Ion est Roumain d'ethnie rom, il vit dans un village pauvre de 500 habitants dans le centre du pays. Là-bas aussi, les contraventions pleuvent. «Personne n'est contaminé chez nous, mais je pense qu'il n'y a pas un seul enfant qui n'ait pas reçu une amende, raconte l'homme de 37 ans. C'est vrai qu'ils jouent dehors... A la fois, comment est-ce possible de donner de telles amendes à des jeunes de moins de 14 ans?»

Ailleurs, la tension créée par les contrôles a dégénéré en émeutes. Le week-end de Pâques, des échauffourées ont éclaté dans plusieurs quartiers de Bucarest, mais aussi en province. Près de Braşov (centre), la police a été prise à partie à coups de bâton et de pelle. Pour le moment, les chiffres de la pandémie, plutôt bons (plus de 10'000 cas pour 545 décès), donnent raison au gouvernement. Le confinement semble fonctionner. D'aucuns rétorquent que ces chiffres s'expliquent par une comptabilisation imparfaite et le peu de tests effectués. Plus que la crainte d'être sanctionnés, c'est la défiance envers leur système de santé qui pousse la majorité des Roumains à rester chez eux. Un système associé à une corruption endémique, manquant de moyens et surtout de spécialistes, un grand nombre ayant quitté le pays pour de meilleures conditions de travail en Europe de l'Ouest.

Dans ce contexte, la peur du gendarme est à relativiser. D'autant que les mauvaises habitudes ont la dent dure. En atteste l'écart qu'a pu faire ce directeur d'un hôpital de province, qui a rassemblé son personnel devant son établissement médical au passage des reliques du saint local, quelques jours avant les Pâques orthodoxes, la semaine dernière. Les reliques faisaient le tour de la ville afin de combattre la maladie. Désobéissant aux ordres, ce directeur a écopé de l'amende maximale, soit 4150 euros. (Benjamin RIBOUT, *24 Heures*, Lausanne, 24 avril 2020)

*** **

COVID-19 - La Roumanie recevra 4 % des 30 millions de doses de vaccin

La Roumanie doit recevoir 1,29 million de doses d'un potentiel vaccin pour le COVID-19, soit 4% du premier lot de 30 millions de doses contractées par l'Union européenne (UE), selon les déclarations du ministre de la Santé Nelu Tataru à la chaîne d'information Digi24. Le pourcentage est proportionnel à la population roumaine, a expliqué Tataru.

Les vaccins COVID-19 pourraient être mis à disposition début 2021. «Comme vous le savez, il y a une phase I et une phase II dans l'essai d'un vaccin, impliquant généralement un échantillon plus petit et des personnes en bonne santé sans comorbidités. Il s'ensuit une étape ou une phase III dans laquelle des échantillons plus importants comprennent également des personnes souffrant de comorbidités. En ce moment, d'après ce que nous savons de nos partenaires européens, il y a environ six entreprises qui font cette étude, et deux d'entre elles sont déjà en phase III. Nous faisons partie de l'initiative de l'UE et nous pourrions recevoir les premières doses de vaccin à partir de janvier », a déclaré Nelu Tataru.

«La Communauté européenne recevra un premier lot de 30 millions de doses [...], et nous recevrons une partie de ces vaccins, en fonction de notre population. On nous a attribué 4% des 30 premiers millions

de doses de vaccin que la communauté européenne recevra, soit 1,29 million de doses », a-t-il ajouté.

Le ministre a également déclaré que l'UE avait contracté un total de 300 millions de doses d'un vaccin potentiel COVID-19, avec la possibilité d'en acheter davantage. «Chaque mois, la communauté européenne recevra une part de vaccins sur le montant total du contrat, et nous obtiendrons ces 4%», a-t-il ajouté.

Les personnes appartenant à des groupes à haut risque, ainsi que ceux qui travaillent directement avec la population, tels que les travailleurs de la santé et les enseignants, seront les premiers à recevoir le vaccin une fois qu'il arrivera en Roumanie. (Grégory RATEAU, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 3 septembre 2020)

*** **

Gestion des forêts et des espaces naturels

Les forêts séculaires de Roumanie seront protégées

Les forêts séculaires de Roumanie seront retirées du circuit économique et seront placées sous protection au niveau national, selon le ministre de l'Environnement Costel Alexe.

«Nous avons pris une décision nationale: les forêts séculaires de Roumanie quittent le circuit économique et seront à présent entièrement protégées pour les générations futures », a déclaré Alexe vendredi 22 mai lors d'une visite dans la forêt séculaire de Poieni-Schitul Duca dans la région de Iasi.

Le ministre a ajouté qu'un total de 8 364 forêts séculaires seraient placées sous protection d'ici le 15 septembre. Cela signifie que seules les interventions de conservation seront autorisées dans ces forêts.

«Au total, nous parlons de 100 000 hectares, dont 38 000 hectares sont compris dans des zones où aujourd'hui le bois est produit pour la construction et fabriquer de la cellulose. Les 60 000+ hectares restants ne sont que partiellement protégés», a déclaré Costel Alexe.

Les forêts séculaires se trouvent principalement dans les régions de Caras-Severin (19,4%), Neamt (17,1%), Arges (8,6%), Bacau (8,4%), Gorj (7,7%), Valcea (5,9%) et Hunedoara (4,9%). Les forêts séculaires les plus anciennes se trouvent dans la région de Damboviţa, où leur moyenne d'âge est supérieure à 270 ans, à Caras-Séverin, où leur moyenne d'âge est supérieure à 235 ans, ou à Arad, avec une moyenne de plus de 230 ans, a indiqué le ministère de l'Environnement dans un communiqué de presse. (Grégory RATEAU, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 28 mai 2020)

*** **

Environnement. Le trafic du bois profite du coronavirus en Roumanie

Des milliers d'hectares ont encore été dévastés dans la dernière grande forêt primaire d'Europe, ces derniers mois. Les autorités sont dépassées.

En matière de disparition de forêts, la Roumanie se pose là. En vingt-cinq ans, des dizaines de milliers d'hectares y ont été coupés illégalement, soit au moins 80 millions de m³ de bois. Des chiffres avancés par les autorités, sans doute sous-estimés.

C'est dire si l'annonce, en pleine épidémie de Covid-19, de nouvelles coupes illégales, par le ministre de l'Environnement Costel Alexe, n'avait en soi rien d'une surprise. Sauf qu'il s'agit de la disparition, excusez du peu, de 100 000 m³ !

L'une des plus grosses coupes illégales de ces dernières années a eu lieu dans le département des Maramures, à la frontière ukrainienne.

Un point chaud du trafic. Selon le dernier rapport de Greenpeace (2018), la moitié des coupes illégales vient de là. Plus grave, ce sont souvent des pans entiers de la plus grande forêt primaire d'Europe qui s'envolent.

Six agressions mortelles

Personne, pas même la Commission européenne qui exige régulièrement du pays qu'il respecte la législation sur le bois, ne parvient à endiguer le fléau. Bucarest est dépassée. Et rejette implicitement la faute sur les autorités de Maramures : Costel Alexe a déclaré que les 100 000 m³ de coupes s'étaient étalées sur huit années sans que personne ne signale rien...

Une enquête a été ouverte, mais les habitants de la région se disent fatigués, voire ulcérés. Certains ont bloqué des camions, accusés de charger du bois illégal. Non sans risque... L'enjeu est tel que les trafiquants n'hésitent pas à utiliser la violence. La Régie nationale des forêts a compté 185 agressions sur son personnel depuis 2014, dont six mortelles.

Le ministre a promis de protéger les forêts séculaires du pays en les excluant du marché. Mais la route est longue : cela fait des années que Greenpeace et d'autres ONG réclament la modernisation du système de surveillance, en imposant des caméras et un GPS sur chaque camion. (Benjamin RIBOUT, *Ouest-France*, Rennes, 3 juin 2020)

*** *** ***

La Roumanie aura une "DNA des forêts"

Le Sénat a adopté ce mardi 16 juin un projet de loi portant sur la création d'une "DNA des forêts", une agence spécialisée chargée de mener des enquêtes sur les infractions environnementales en Roumanie. Le projet, initié par l'Union Sauvez la Roumanie (USR), sera transmis au président Klaus Iohannis pour promulgation.

La plupart des sénateurs (119) ont voté en faveur du projet de loi, tandis que 11 se sont abstenus de voter. L'USR a déclaré que les sénateurs qui ont décidé de s'abstenir de ce vote représentent l'Alliance Démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR).

La Direction d'Investigation des Infractions Environnementales (DIIM) fonctionnerait comme une structure de parquet spécialisé et aura les compétences nécessaires pour mener des enquêtes sur des infractions environnementales. Son activité sera présentée au Parlement, périodiquement, par le biais de rapports, a déclaré l'USR dans un communiqué de presse.

La nouvelle agence a été surnommée «la DNA des forêts». La DNA, Direction Nationale Anticorruption, chargée de mener des enquêtes sur les infractions liées à la corruption, est devenue très populaire en Roumanie ces dernières années, après avoir envoyé plusieurs hauts responsables politiques en justice pour actes de corruption.

"L'établissement de la DNA des forêts n'est pas un coût - comme certains critiques l'ont fait valoir - mais un investissement dans un avenir sain. Des études validées scientifiquement montrent que nous ne pouvons plus ignorer les dommages environnementaux et leurs effets dévastateurs sur la qualité de la vie humaine, mais aussi sur l'économie", a déclaré le sénateur de l'USR, Mihai Gotiu.

"La mafia environnementale en Roumanie est un fait, mis en évidence en chiffres - 20 millions de mètres cubes disparaissent des forêts roumaines, 25 000 morts par an à cause de la pollution, des contraventions liées aux déchets qui nous coûteront des centaines de millions d'euros par an, des décharges qui sont de véritables bombes écologiques, les lits des rivières détruits par des gravières illégales.

Qu'a fait l'État roumain contre cette mafia jusqu'à présent? Presque rien - juste quelques affaires sur la criminalité forestière, avec un volume total qui n'est même pas proche de la taille réelle des dégâts, et zéro sur le reste des infractions environnementales. Pour ces raisons, nous avons lancé la création du DIIM et je suis heureux qu'à partir d'aujourd'hui, l'adversaire de la mafia environnementale soit une institution spécialisée dotée d'un personnel correctement formé", a également commenté le sénateur USR Allen Coliban.

L'USR a déclaré que le Conseil de l'Union européenne avait recommandé à la Roumanie de mettre en place une structure spécialisée de magistrats professionnels dans le domaine de la lutte contre les infractions environnementales. (Rédaction, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 18 juin 2020)

*** *** ***

Un parquet « vert » pour la forêt roumaine

Bucarest se dote d'une justice spéciale pour l'environnement. Objectif n° 1 : lutter contre le trafic illégal de bois.

Des dizaines de milliers d'hectares de forêt ont disparu ces vingt-cinq dernières années, en Roumanie, sans aucune réaction politique ni conséquence judiciaire pour les trafiquants de bois...

C'est peut-être la fin de l'impunité. Poussé par l'Union européenne, le pays va se doter d'une institution judiciaire spécialisée dans la protection de l'environnement, calquée sur la Direction nationale anti-corruption, la DNA. Celle-ci est parvenue à épingler des responsables politiques roumains qui passaient dans les mailles du filet auparavant.

Cette nouvelle direction – que le président Klaus Iohannis doit encore valider, une formalité – porte déjà le surnom de « DNA des forêts ». Son but numéro 1 sera de dépister davantage que le 1 % des coupes illégales enregistrées dans le pays, espère Greenpeace. Pas plus tard que pendant l'épidémie de Covid-19, le ministre de l'Environnement s'est encore étonné de la volatilisation de 100 000 m³ de bois, dans le nord du pays, où des coupes ont eu lieu pendant huit ans. En réaction, il a déclaré que le pays allait protéger ses forêts séculaires en les sortant du circuit économique.

À l'initiative du projet, il y a le jeune parti de l'Union sauvez la Roumanie (USR). L'adversaire de la mafia environnementale est désormais une institution spécialisée dotée d'un personnel correctement formé, a commenté Allen Coliban, sénateur de l'USR. Des magistrats spécialisés dans la lutte contre les infractions environnementales, c'est une petite révolution en Roumanie. Et elle pourrait porter ses fruits, à l'image des condamnations de politiciens corrompus obtenues par la DNA, qui ont marqué les esprits. (Benjamin RIBOUT, *Ouest-France*, Rennes, 18 juin 2020)

*** *** ***

La Roumanie vient de créer une juridiction spéciale pour protéger sa forêt

L'un des poumons verts de l'Europe se trouve en Roumanie mais il est menacé par une déforestation trop féroce et souvent illégale. Pour lutter contre la corruption et la mafia, la Roumanie vient de se doter d'une justice spéciale contre les crimes environnementaux.

La moitié des dernières forêts anciennes qui restent en Europe se trouvent en Roumanie.

C'est l'un des poumons du continent européen ; on y trouve le tiers des espaces végétaux d'Europe. Il y a même encore des forêts pri-

maires, celles auxquelles on n'a jamais touché, dans les Carpates. Et il y a une faune évidemment exceptionnelle : la plus grande population d'ours, de loups, de lynx...

Mais tout cela est menacé par la déforestation sauvage. En une heure, il y a entre 3 et 9 hectares qui sont rasés en Roumanie - dont la moitié illégalement.

Alors, à quoi va servir cette nouvelle institution, concrètement ?

Il faut peser face aux mafias qui sont prêtes à tout. Les gardes forestiers en Roumanie font l'objet de pressions permanentes. Il y a la tentation de la corruption. Beaucoup, d'ailleurs, y cèdent – parfois parce qu'ils n'ont pas le choix : depuis 2014, six gardes forestiers ont été tués en Roumanie, 170 ont été agressés.

Dans l'article de *La Croix* [du 6 juillet 2020, ndlr], un garde forestier témoigne : il s'est fait tirer dessus en mars 2017 parce qu'il avait fait son travail - il avait dénoncé deux trafiquants. Les deux tireurs ont été condamnés à huit ans de prison, mais ils sont toujours en liberté parce que la justice est trop laxiste.

Le problème, c'est que cela implique toute la société : les forestiers qui collectent les pots-de-vin comme les politiques (dont beaucoup tirent leur pouvoir de l'argent qui est lié au pillage de cette richesse publique qu'est la forêt). Une grande partie de la classe politique veut continuer de profiter de cette situation, d'où la nécessité de réformer la justice et de se doter d'une juridiction spéciale (qu'on aurait pu appeler chez nous, en France, un "parquet national forestier").

Une juridiction spéciale, résultat d'une forte pression des ONG et de l'Europe

Greenpeace et le WWF ont publié beaucoup de rapports sur le sujet depuis plusieurs années et réclament qu'on mette les grands moyens : la surveillance par satellite des forêts roumaines, notamment, pour savoir précisément ce qui en sort.

A l'échelle mondiale, ça n'est pas aussi catastrophique que la déforestation en Amazonie, mais à l'échelon européen, c'est un drame.

Le sort de la forêt roumaine, ça nous concerne tous.

D'où la mobilisation, effectivement, de l'Union européenne.

D'ailleurs, c'est un sujet qui fait écho à l'une des propositions de la Convention citoyenne, la création d'un crime d'écocide, qui a été repris la semaine dernière par Emmanuel Macron. Il a promis de porter tout cela, notamment à l'échelon européen. (Jérôme CHAPUIS, *France-Inter*, Paris, 7 juillet 2020)

(Tous les lundis, le rédacteur en chef du journal *La Croix*, Jérôme Chapuis, intervient dans le *Débat* de midi animé par Camille Crosnier. Cette semaine [du 6 au 12 juillet, ndlr], il évoquait à l'antenne un reportage fait par Manon Pelissier en Roumanie.)

*** *** ***

Dernier avertissement de la CE concernant la protection des forêts

La Commission européenne a appelé jeudi 2 juillet les autorités roumaines à intervenir d'urgence pour mettre un terme à l'exploitation illégale des forêts vierges et des zones protégées, selon l'agent Green NGO.

La Roumanie est arrivée au dernier stade de la procédure d'infraction sur ce sujet lorsque la Commission européenne a publié un ultimatum sur "l'incapacité systémique et continue des autorités locales à protéger certaines des forêts les plus précieuses d'Europe".

L'ultimatum est la dernière chance pour le gouvernement roumain d'aborder la question avant de s'exposer à des sanctions financières. Si les autorités n'interviennent pas à nouveau, la Commission européenne ouvrira une procédure devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), rapporte l'agent Green.

La Roumanie possède les deux tiers des dernières forêts vierges de la zone climatique tempérée. Ces précieux écosystèmes, protégés par les lois européennes dans le cadre des zones protégées Natura 2000, sont systématiquement détruits par des opérations massives d'exploitation forestière, sans l'intervention des autorités roumaines, a accusé à plusieurs reprises Agent Green. (Grégory RATEAU, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 6 juillet 2020)

*** *** ***

Accaparements de terres agricoles : « Un risque pour la nature et le travail rural »

Six mille hectares de terres agricoles pour 40 millions d'euros ! La vente, révélée début août, a secoué la région de Thuringe, en Allemagne. L'est de l'Europe est victime d'un phénomène d'accaparement de terres par de gros investisseurs étrangers au monde agricole. Entretien avec Yves Petit, directeur du Centre européen, université de Lorraine.

L'est de l'Europe est victime d'un phénomène d'accaparement de terres par de gros investisseurs étrangers au monde agricole. Le dernier exemple concerne l'Allemagne et le discounter Aldi. (...)

Le phénomène de concentration des terres dans la main d'investisseurs a-t-il baissé en Europe ?

Nous n'avons pas de nouvelles études disponibles, mais l'accaparement de terres agricoles européennes par des groupes financiers se poursuit, à l'image d'Agricost Braila, la plus grande ferme de Roumanie (56 000 ha), passée sous le contrôle du groupe al-Dahra, d'Abou Dhabi, en 2018.

Quels sont les pays de l'UE les plus concernés ?

Ceux de l'Europe de l'Est, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie, et l'Ukraine, en dehors de l'Union. (...) En Roumanie, 10 % des surfaces agricoles (soit un million d'hectares) sont déjà entre les mains d'investisseurs de pays tiers, dont seulement 20 à 30 % sont européens. La Chine et les pays du Golfe sont à la pointe.

Quelles conséquences à cette financiarisation de l'agriculture ?

Elles sont de deux ordres. Cela conduit à une industrialisation des terres agricoles, avec de grandes monocultures, dont beaucoup sont destinées à devenir des agrocarburants. Elle ne tient pas compte des objectifs climatiques ni de la conservation de la nature. L'autre conséquence est une paupérisation des hommes qui travaillent la terre ; ils deviennent des salariés pauvres, aux mains de grands trusts.

N'existe-t-il aucun moyen de lutter ?

Les politiques des États membres, pour freiner l'accaparement ou la spéculation sur les terres, se heurtent parfois à la libre circulation des capitaux, une des libertés fondamentales de l'UE. Quant aux grands investisseurs de l'étranger, ils sont parfois « citoyens européens » grâce aux passeports dorés qu'ils achètent à Chypre ou à Malte. Enfin, la complexité et l'opacité des montages financiers ne facilitent pas la lutte. (...) Christelle GUIBERT, *Ouest-France*, Rennes, 3 juillet 2020)

Le prochain numéro du Réseau paraîtra en avril 2021. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 mars au plus tard. Merci !